

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 81 (1986)
Heft: 2

Artikel: Österreich : optimistisch trotz allem
Autor: Prandtstetten, Rainer
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-175248>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

subventions de l'Etat, mais pas de façon systématique, pour des travaux de restauration; elles sont de 10 à 20%. Les propriétaires subventionnés peuvent déduire de leur impôt sur le revenu la totalité des dépenses de restauration. Les propriétaires d'immeubles classés peuvent recevoir des subsides de restauration de 10 à 50%. Dans le cas de monuments importants et difficiles à sauver, dans de très petites communes, le taux peut être porté à 65%. Les avantages fiscaux sont les mêmes que pour les précédents.

Des subventions peuvent aussi être accordées par les Conseils régionaux. Et la Sous-direction des monuments historiques apporte une aide technique et financière à la formation des cadres pour les *chantiers de volontaires*, qui groupent quelque 10 000 jeunes sur 200 chantiers. Il y a une dizaine d'années, les crédits de l'Etat pour les monuments historiques étaient dramatiquement bas. Puis, ils ont progressivement augmenté, passant de 213 millions de francs en 1977 à 488 MF en 1980, 633 MF en 1982 et 960 MF en 1985.

On compte actuellement 100 000 «monuments historiques» classés, dont 12 000 sont des immeubles. Il y a en outre 66 000 édifices inscrits. Chaque année, on prend en moyenne 450 mesures de protection pour des immeubles et 12 000 pour des objets d'art. Principales catégories de propriétaires: Etat et établissements publics 7%, Communes 62%, particuliers 28%, divers 3%. Principales catégories de monuments: châteaux 11%, édifices religieux 46%, antiquités préhistoriques 15%, édifices civils 15%, architecture militaire 4%, divers (parcs, génie civil, champs de bataille, croix de chemins, etc.) 9%. Dans la répartition par région des monuments historiques classés, la Bretagne est en tête avec 1 004 unités (8,5%), suivie de l'Ile-de-France, 937 (7,9%), du Centre, 735 (6,2%), et de la Bourgogne, 694 (5,9%). Le personnel de la Direction du

patrimoine compte environ 2 300 agents, dont 1 970 travaillent dans les services régionaux ou extérieurs, et dont 380 assurent la garde des 111 monuments appartenant à l'Etat.

Nouvelles tendances

L'objectif de la Direction du patrimoine est d'arriver à une «réappropriation» des monuments historiques par la population sous des formes très variées, telles que la réinsertion du bâtiment dans la vie économique et sociale, la diffusion des connaissances, l'aide aux associations. Les principales tendances s'inspirent de trois grandes idées: des monuments plus proches et plus accessibles; une augmentation importante des crédits de travaux; une protection marquée par le souci d'une plus large ouverture. Les propriétaires privés qui ouvrent leur demeure au public sont des partenaires écoutés et tout est mis en œuvre pour reconnaître leur fonction de conservateurs du patrimoine.

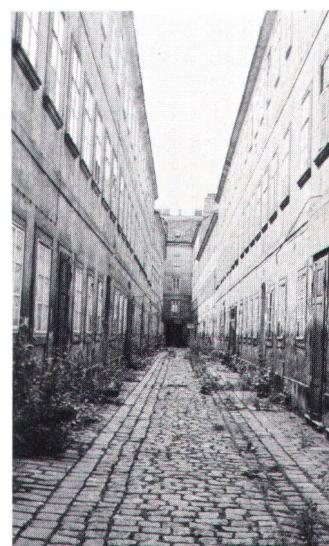
Parmi les dix dernières mesures prises par le Conseil des ministres, on peut mentionner les suivantes: élaboration dans chaque région d'un schéma directeur du patrimoine, plan d'orientation de 5 ans destiné à guider l'action des pouvoirs publics; réforme de la Commission supérieure des monuments historiques, ouverte plus largement aux compétences scientifiques extérieures et aux nouveaux champs de protection; ouverture au public de la bibliothèque et des archives des monuments historiques à l'hôtel de Croisilles, à Paris, en 1986; possibilité pour l'Etat de passer contrat avec les propriétaires privés en leur offrant le maintien sur les lieux d'objets de qualité et de meubles éventuellement acquis par lui-même, contre obligation d'entretien et large ouverture au public; développement en 1986 de la politique de formation, et campagne d'information sur le patrimoine dans les écoles.

Claude Bodinier

Österreich

Optimistisch trotz allem

In Österreich sind Denkmalschutz und Denkmalpflege gemäss Artikel 10 des Bundesverfassungsgesetzes von 1920 eine gesamtstaatliche Angelegenheit, die durch ein Bundesgesetz (Denkmalschutzgesetz) aus dem Jahre 1923 in der Fassung gemäss Novelle 1978 geregelt wird. Nach diesem Gesetz besorgt das Bundesdenkmalamt, eine Bundesbehörde und ressortmäßig dem Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung zugehörig, alle Aufgaben.



International beachtete Stadterneuerung in Wien: der «Sünnhof» vor und nach seiner Instandsetzung (Bild Prandstetten)
A Vienne, une rénovation urbaine retient l'attention internationale: le «Sünnhof» avant et après sa restauration.

Das Bundesdenkmalamt ist nicht nur Behörde, sondern übt zugleich mit der wissenschaftlichen Begründung der Denkmalwürdigkeit eines Objektes auch die Funktion einer wissenschaftlichen Institution aus. Eine dritte, im Gesetz nicht ausdrücklich definierte Aufgabe erfüllt das Bundesdenkmalamt als eine um die Erhaltung der Denkmäler praktisch bemühte Institution.

Organisation

Struktur- und Organisationsform des heutigen Bundesdenkmalamtes sind das Ergebnis einer über hundertjährigen Entwicklung – 1850 Gründung der «K.k. Centralcom-

mission für die Erforschung und Erhaltung der Baudenkmale» als eine einheitlich lenkende und fachlich kompetente staatliche Denkmalpflegeorganisation – geprägt durch das stete Bemühen, die Organisation den gestellten Aufgaben und Tätigkeitsbereichen – Denkmalschutz, Denkmalforschung und Denkmalpflege – anzugeleichen. Die oberste Verantwortung trägt der Präsident, ihm zur Seite steht der Generalkonservator, dem eine leitende wissenschaftliche Funktion zukommt. Die einzelnen Aufgaben werden von rechtskundigen, aber vor allem von kunstwissenschaftlich, archäologisch, technisch,

En Autriche

La loi autrichienne de 1923 sur la protection du patrimoine, révisée en 1978, est fondée sur la Constitution de 1920. Elle a institué un Office fédéral des monuments qui dépend du Ministère de la science et de la recherche. Il lui incombe en premier lieu de décider dans quelle mesure un «monument» (terme très général) est digne de protection et dans quelle mesure sa conservation est d'intérêt public. C'est donc bien une fonction d'ordre scientifique, mais à laquelle s'ajoute la tâche pratique – non expressément prévue par la loi – de faire le nécessaire pour cette protection. La structure et l'organisation de cet Office fédéral résulte d'une évolution plus que centenaire, celle d'une Commission centrale de recherche fondée en 1850. La plus haute responsabilité en incombe à un président, flanqué d'un conservateur général dont la fonction est surtout scientifique. L'ensemble des tâches se répartissent entre plusieurs services aux nombreuses attributions: administration, planification, photographie, arpenteage, pratiques artisanales, etc. L'Office central, à Vienne, est représenté dans les neuf «Länder» par des conservateurs. L'empire de la loi s'étend à tous les objets, meubles et immeubles, dus à la création humaine, qui ont une valeur historique, artistique ou généralement culturelle et dont la conservation est d'intérêt public; cela va de la préhistoire aux ensembles urbains. Seule une valeur scientifiquement démontrée autorise la procédure de mise sous protection. Du fait que les perspectives de l'évolution historique n'ont pas des limites objectivement définies, la notion de «monu-

naturwissenschaftlich und restauratorisch ausgebildeten Beamten wahrgenommen, die sich auf einen fachlich entsprechend breit gefächerten Mitarbeiterstab für Administration, Vermessung und Planerstellung, Fotografie, kunsthandwerkliche Praktiken usw. stützen können.

Die Zentralstelle befindet sich in Wien; in jedem der neun Bundesländer sind Landeskonservatorate als direkte Vertreter dieser Bundesbehörde eingerichtet (Wien, Niederösterreich und das Burgenland haben ihre Landeskonservatorate in der Zentralstelle, ansonsten in den jeweiligen Landeshauptstädten Linz, Salzburg, Graz, Klagenfurt, Innsbruck, Bregenz). Der Personalbestand beträgt zurzeit insgesamt 167 Mitarbeiter.

Gesetzliche Besonderheiten

Alle Einzelaktivitäten lassen sich letztlich auf die sehr weit gestreckte Kernaussage des österreichischen Denkmalschutzgesetzes zurückführen, wonach jeder vom Menschen geschaffene bewegliche oder unbewegliche Gegenstand von «geschichtlicher», «künstlerischer» oder «sonstiger kultureller Bedeutung» und dessen Erhaltung im «öffentlichen Interesse» liegt, zum Denkmal erklärt werden kann (bescheidmässige Unterschutzstellung); so gehört praktisch alles, was an kulturellen Zeugnissen geeignet ist, ein anschauliches Bild vom Werden und den Leistungen der Menschen zu vermitteln, in den Interessenbereich der Denkmalpflege – vom Artefakt der Prähistorie bis hin zum städtischen Ensemble.

Eine schwerwiegende Besonderheit des inklusive der Strafbestimmungen 20 Paragraphen umfassenden Denkmalschutzgesetzes stellt der Paragraph 2 dar, wonach automatisch jedes Gebäude im öffentlichen oder kirchlichen Besitz so lange als Denkmal anzusehen ist, als das Bundesdenkmalamt nicht auf Antrag des Eigentümers das Gegenteil



Schloss Greillenstein in Niederösterreich wird von seinem Privatbesitzer unter grossem Einsatz als Museum geführt (Bild Prandtstetten)

Le château de Greillenstein, en Basse-Autriche, est transformé à grands frais en musée par son propriétaire privé.

festgestellt hat. Das Verbringen von Kunstwerken ins Ausland wird durch das Ausfuhrverbotsgesetz aus dem Jahre 1918 geregelt, einem eigenen Bundesgesetz, mit dessen Wahrnehmung ebenfalls das Bundesdenkmalamt beauftragt ist.

Die tatsächliche Denkmalwürdigkeit muss selbstverständlich ausreichend wissenschaftlich begründet werden, bevor das eigentliche Rechtsverfahren, die Unterschutzstellung, eingeleitet werden kann. Im Falle unbeweglicher Objekte kommt bei dieser neben dem Eigentümer auch dem Landeshauptmann und dem Bürgermeister Parteistellung zu, womit nicht nur private, sondern auch örtliche und regionale Interessen im Verfahren Beachtung finden. Die rechtskräftige Unterschutzstellung selbst wird im Grundbuch ersichtlich gemacht.

Forschungsarbeit

Wie bereits festgestellt, hat das Bundesdenkmalamt neben seiner Tätigkeit als Behörde auch die Aufgabe, wissenschaftliche Forschung zu betreiben, um für die Öffentlichkeit eine Begriffsbestimmung hinsichtlich der geschichtli-

chen, künstlerischen oder sonstigen kulturellen Bedeutung eines vom Menschen geschaffenen Objektes zu treffen; diese Tätigkeit findet in verschiedenen Publikationen ihren Niederschlag: «Österreichische Kunstopographie», durch die seit 1907 in bisher 46 Bänden das Denkmalinventar topographisch erfasst wird; das «Dehio»-Handbuch, bundesländerweise gegliedertes Kurz-inventar, soll durch kontinuierliches Überarbeiten den jeweils aktuellen Stand der Forschung widerspiegeln; die «Fundberichte aus Österreich» erscheinen jährlich und geben Auskunft über archäologische Forschung und Praxis der Bodendenkmalpflege. Spezielle Forschungsvorhaben beschäftigen sich mit besonders gefährdeten Kunsgattungen, den mittelalterlichen Glas- und Wandmalereien, die in eigenen «Corpus»-Werken abgehandelt werden; der «Schutzzonenatlas», das «Wiener Jahrbuch für Kunstgeschichte» und die «Studien zu Denkmalschutz und Denkmalpflege» sind ebenfalls jeweils bestimmten Schwerpunktthemen gewidmet; periodisch erscheint die «Österreichische Zeitschrift für Kunst



und Denkmalpflege» mit aktuellen Themen aus Theorie und Praxis.

Wachsender Bestand

Der auf der Grundlage rezent wissenschaftlicher *Inventarisierung* erhobene Bestand an denkmalwürdigen Objekten in Österreich umfasst heute etwa 154000 Objekte, davon allerdings über 21000 über Tag sichtbare wie nicht sichtbare Bodendenkmale; versucht man beispielsweise den zahlenmäßig umfangreichsten Posten im Bereich der Profanarchitektur, die Wohnbauten

(Bürger- und Zinshäuser, Villen, Gemeindebauten usw.) und die Bauernhöfe – also insgesamt ca. 105000 Objekte – nach dem Gesichtspunkt «Einzeldenkmal» und «Denkmal als Teileinheit eines Ensembles» (bäuerliche Hofeinheit, Dorfstrasse, Stadtviertel) aufzuschlüsseln, so beträgt der im Ensemble verbaute Gebäudeanteil etwa 8,5 Prozent des gesamtösterreichischen Bauvolumens, der dem Einzeldenkmal zuzuordnende Anteil 1 Prozent.

Die Tatsache, dass die Perspektiven der *Geschichtlichkeit* keinen abgeschlossenen objektiven Rahmen kennen, bringt es mit sich, dass die Wertinhalte des Denkmalbegriffes keine absoluten Werte darstellen, sondern stets aufs neue von den verschiedenen, sich kontinuierlich ändernden Gesichtspunkten aus beurteilt werden müssen. Somit hat sich auch der thematische Rahmen der wissenschaftlichen Inventarisierung gerade in den letzten Jahren stetig erweitert: Der Stellenwert der *Profanarchitektur* rückt durch die Neubewertung der Kunst des 19. und 20. Jahrhunderts umfangmäßig dominierend in den Vordergrund, und das Orts- und Stadtdenkmal wird als höherwertige Einheit zu einer neuen Dimension des Begriffes Denkmal; aber auch die verstärkte Beachtung sozial-, technik- und wirtschaftsgeschichtlicher Aspekte erbrachten eine wesentliche nu-

merische Steigerung unseres heutigen Denkmalbestandes.

Subventionen...

An Subventionsmitteln stehen dem *Bundesdenkmalamt*, über das Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung, jährlich etwa 98 Mio. Schilling zur Verfügung. Diese eher bescheidenen Mittel des Bundes werden allerdings durch die Kulturbudgets der *Länder* und *Gemeinden* ergänzt; die diesbezügliche Hilfestellung wie auch die fachliche Zusammenarbeit können als überdurchschnittlich gut bezeichnet werden. Im Rahmen der finanziellen Möglichkeiten können vom *Bundesdenkmalamt* *Zuschüsse* (insbesondere auch *Zinszuschüsse*) für die Erhaltung oder Instandsetzung eines Denkmals gewährt werden (Dsch G § 5,5); in der Regel werden diese Zuschüsse nur für einen sich aus den Forderungen der Denkmalpflege ergebenden Mehraufwand geleistet. Die Besitzer von Denkmälern können die Subventionen in direkter Absprache mit dem jeweils zuständigen Landeskonservator in Anspruch nehmen. Im Vordergrund steht jedoch immer die *fachliche Beratung*, die in bestimmten Fällen auch durch praktische Aktivitäten einzelner Fachabteilungen ergänzt werden können.

... und andere Hilfen

Neben diesen Hilfen sieht das Denkmalschutzgesetz auch *steuerliche Abschreibungsmöglichkeiten* für alle jene Aufwendungen vor, die zur Revitalisierung eines denkmalgeschützten Gebäudes notwendig sind (Einbau von Sanitär- und Heizungsanlagen, Aufzügen, Küchen usw.). Weiters gibt es für die Erhaltung und Modernisierung von Altbauten ganz allgemein eine relativ breite Palette von Förderungsmöglichkeiten nach dem *Wohnhaussanierungsgesetz*, einem Bundesgesetz auf der Basis der jeweiligen Länderverordnungen (niedrig verzinst bis zinslose Darlehen). Unmittelbar über das Bundes-

ment» n'a pas une valeur absolue et change continuellement avec le temps. Aussi le champ de l'inventorage s'est-il sans cesse élargi ces dernières années: on «réévalue» l'art architectural des XIX^e et XX^e siècles; et la prise en considération des aspects sociaux, techniques et historico-scientifiques contribue encore à amplifier aujourd'hui les inventaires.

L'inventorage des objets à protéger atteint actuellement le chiffre de 154000, dont 21000 appartiennent à l'archéologie. Pour ce qui concerne les édifices et ensembles architecturaux, cela représente 8,5% du total de la construction. Le caractère scientifique de l'Office central est souligné par ses publications. L'«Österreichische Kunstdokumentation», par exemple, en est déjà à son 46^e tome d'inventaire topographique des monuments depuis 1907. Les «Fundberichte aus Österreich» paraissent chaque année et renseignent sur la recherche et la pratique archéologiques. D'autres publications plus spécialisées sont consacrées à des domaines tels que la protection des fresques et vitraux, les réserves naturelles, etc.

L'Office central dispose d'environ 98 millions de schillings par an. Somme relativement modeste que viennent compléter les budgets culturels des «Länder» et des communes. Les propriétaires de monuments peuvent discuter directement avec le conservateur de leur «Land», mais celui-ci a en premier lieu une activité de conseil, à laquelle s'ajoutent diverses interventions techniques de spécialistes. Des avantages fiscaux (malheureusement pas assez substantiels pour encourager beaucoup le mécénat) sont consentis pour toutes les dépenses nécessaires à la «revitalisation» d'un édifice protégé.

En plus de la législation centrale, les pouvoirs publics des «Länder» et des communes jouent un rôle complémentaire important. Les uns et les autres peuvent promulguer leurs propres arrêtés et ordonnances



In der Kartause Mauerbach ist das Dokumentations- und Ausbildungszentrum des Bundesdenkmalamtes untergebracht (Bild Prandstetten)

C'est dans la chartreuse de Mauerbach qu'est logé le centre de documentation de l'Office fédéral des monuments historiques.

Zum Beispiel «Pro Austria Nostra»

ces et disposent de leurs propres offices culturels. Dans la conviction que seule une large compréhension du public peut assurer la protection de notre patrimoine culturel, la collaboration d'à peu près tous les citoyens intéressés est sollicitée. D'autre part, les demandes des associations, dont le rôle est important en Autriche, sont nombreuses en matière culturelle. On doit à l'initiative privée, surtout sur le plan local, toute une série de remarquables restaurations d'édifices historiques. Les soucis de la Protection du patrimoine, en Autriche, ressemblent à ceux de beaucoup d'autres pays d'Europe: les pertes sont lourdes en matière de patrimoine architectural, à la fois du fait des conséquences indirectes de la guerre et du «boom» de la construction nouvelle. A quoi s'ajoutent maintenant les atteintes à l'environnement, qui affectent jusqu'à des régions restées jusqu'à présent parfaitement intactes. Les édifices ne pâtissent pas seulement de moyens financiers insuffisants, mais aussi du manque de personnes compétentes dans le domaine des techniques de conservation et des procédés de l'artisanat d'autrefois – autre conséquence de l'activité du bâtiment, pendant des décennies, dans la construction nouvelle. L'Office central des monuments cherche à y remédier par un enseignement professionnel dans les métiers annexes du bâtiment (maçons, serruriers, stuccateurs, tailleurs de pierre, couvreurs, etc.).

ministerium für Bauten und Technik können Förderungen nach dem Startwohnungsge- setz (zinslose *Darlehen* mit 25jähriger Laufzeit in der Höhe der vollen Sanierungskosten, Wohnungskostenbeihilfe für sozial schwache Startwohnungsmieter) und nach der Stadterneuerungs-Verordnung (nicht rückzahlbare Beiträge bis zu 70% der Gesamtkosten sowie Förderungsdarlehen mit 12jähriger Laufzeit) vergeben werden.

Private Initiativen

In Ergänzung der bundesstaatlichen Regelungen des Denkmalschutzes stellen die *Aktivitäten der Länder und Gemeinden* stets eine sehr wichtige und auch wirkungsvolle Unterstützung dar. In der Überzeugung, dass nur das von einer breiten Öffentlichkeit getragene Verständnis den Schutz und die Erhaltung unseres kulturellen Erbes sichern kann, wird darüber hinaus die Zusammenarbeit mit praktisch jedem interessierten *Staatsbürger* gesucht; in diesem Zusammenhang sei nur an die vielfältigen Erhaltungsprobleme in Verbindung mit dem immer stärker werdenden Umweltbewusstsein erinnert. Von den in Österreich sehr ausgeprägten *Vereinstätigkeiten* sind zahlreiche auf kulturelle Belange ausgerichtet. Wenn auch nicht selten von der öffentlichen Hand unterstützt, so ist diesen zumeist lokal wirksamen Privatinitiativen bereits eine Reihe hervorragender Beispiele von Revitalisierungen historischer Bauten zu verdanken. Durch das Fehlen eines ausreichenden steuertechnischen Anreizes hält sich leider auch die finanzielle Unterstützung durch *Mäzene*, von einigen wenigen Ausnahmen abgesehen, in überschaubaren Grenzen.

Nachwuchsprobleme

Die Sorgen der Denkmalpflege in Österreich sind den vieler anderer europäischer Staaten durchaus vergleichbar: schwerste Einbussen an wertvoller historischer Bausub-

stanz, zuerst als unmittelbare Kriegsfolge und dann als bittere Konsequenz des rasanten Neubau-Booms; heute sind wir vorrangig mit den tiefgreifenden Folgen aggressiver *Umwelteinflüsse* konfrontiert, wobei selbst bisher heil erhalten gebliebene Landstriche auf das nachteiligste betroffen sind. Der Reigen wird zum Karussell: Der Vielzahl an betroffenen Objekten stehen zu geringe finanzielle Mittel und noch keineswegs genügend ausgereifte Konservierungs-technologien gegenüber. Erschwerend wirkt auch das Fehlen von in verschiedenen historischen Handwerksübungen bewanderten Professionisten – eine Sekundärfolge der jahrzehntelangen Neubautätigkeit und der konsequenten Vernachlässigung der Aus- und Weiterbildung. Zumindest diesen Umstand versucht das Bundesdenkmalamt durch einschlägige *Schulung der Bau- nebengewerbe* (Maurer, Kunstschorler, Stukkateure, Steinmetzen, Dachdecker usw.) Rechnung zu tragen. Im Mittelpunkt der seit 1982 in der Kartause Mauerbach bei Wien betriebenen Ausbildung steht die theoretische wie praktische Wissensvermittlung zu jeweils abgegrenzten Themenbereichen (Mauer trockenlegung, statische Sicherungen, Restaurierung von Stein und Stuck usw.). Größter Wert wird auf möglichste Breitenwirkung gelegt.

Überzeugt von der Notwendigkeit des eigenen Handelns und gestützt auf die stetig zunehmende Lösungsbereitschaft der Allgemeinheit, werden die anderen genannten Grundprobleme mit einem optimistischen *«Trotzdem»* täglich aufs neue angegangen. *Rainer Prandstetten*

Adresse des Autors: Bundesdenkmalamt, Hofburg, Schweizerhof/Säulenstiege, A-1010 Wien